



CONVENTION

Fixant les relations financières au regard des dépenses engagées dans le cadre de la démarche d'expérimentation « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée »

2025

Entre

Le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S) de la ville de Sotteville-lès-Rouen dont le siège est situé Place de l'Hôtel de Ville 76300 Sotteville-lès-Rouen représenté par **M. Alexis Ragache**, Président du C.C.A.S, agissant en cette qualité et en vertu d'une délibération en date du 27/11/2025 désigné ci-après par le « C.C.A.S. de Sotteville-lès-Rouen ».

D'une part,

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S) de la ville de ROUEN dont le siège est situé 2 rue de Germont, 76 000 Rouen représenté par **Monsieur Nicolas Mayer-Rossignol**, Président du C.C.A.S, agissant en cette qualité et en vertu d'une délibération en date du 12/12/2025 désigné ci-après par le « C.C.A.S. de Rouen ».

D'autre part,

PREAMBULE

Les Villes de Rouen et de Sotteville-lès-Rouen sont conjointement engagées dans une démarche d'expérimentation « territoire zéro chômeurs de longue durée » (TZCLD) sur les quartiers Grammont-Grenet-Voltaire-Lods, dans le cadre de l'expérimentation lancée par la Loi du 29 février 2016, prolongée et étendue par la Loi du 14 décembre 2020. Les deux Villes ont matérialisé cet engagement par délibérations en Conseil Municipal du 10 mars 2022 pour la collectivité sottevillaise, et du 28 mars 2022 pour la collectivité rouennaise.

L'objectif de l'expérimentation est de rendre effectif le droit à l'emploi proclamé dans le préambule de la Constitution, en démontrant qu'il est possible et souhaitable, à l'échelle d'un territoire, de proposer un emploi à durée indéterminée et à temps choisi à toute personne volontaire qui en est durablement privée. Une des dimensions du projet est de créer des emplois supplémentaires afin de développer des activités utiles et non concurrentes des emplois existants, pour répondre aux besoins des divers acteurs du territoire : habitants, entreprises, institutions...

Afin de bénéficier des financements prévus par la Loi pour les territoires entrant dans cette expérimentation, une habilitation à niveau national est nécessaire, obtenue en 2025.

Un Comité Local pour l'Emploi (CLE) a été mis en place, ainsi que des commissions qui en sont l'émanation. Les travaux de ces instances sont préparés par une équipe projet constituée d'élus et de techniciens des deux Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) des Villes porteuses du projet de territoire, ainsi que d'une technicienne de la Métropole Rouen Normandie. Un poste dédié de chargé de projet à temps plein a été créé, porté par le CCAS de Sotteville-lès-Rouen jusqu'en août 2025 puis par le CCAS de Rouen à compter du 1^{er} septembre 2025, et le CCAS de Rouen consacre 0.5 ETP de l'agent chargé du développement de la politique d'insertion professionnelle au projet en tant que chef de projet adjoint. Par ailleurs, un poste de chargée de mission direction de l'entreprise à but d'emploi (EBE) a été créé en vue de préfigurer la future EBE, pourvu depuis le 5 janvier 2024 et qui a ensuite intégré l'EBE en tant que directrice à compter de juin 2025.

Un local a été pris en location depuis le mois de juin 2024 pour permettre le pilotage opérationnel du projet.

La préparation de la candidature puis la mise en œuvre effective du projet de territoire appellent chacune des collectivités à engager, à travers leurs CCAS respectifs, des dépenses en fonctionnement.

Les territoires de Petit Couronne et de Darnétal portent actuellement également un projet d'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée ». La Métropole Rouen Normandie, qui soutient la démarche, soutient financièrement les territoires. Pour la période mai 2023 – avril 2024, une subvention en fonctionnement de 35 000 € a été accordée au territoire Grammont-Grenet-Voltaire-Lods. Une nouvelle subvention d'un montant de 35 000€ a été accordée pour la période mai 2024 – décembre 2024. Une nouvelle subvention est accordée de nouveau à hauteur de 35 000€ pour l'année 2025.

Ceci étant préalablement exposé, les Parties ont convenu de ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les relations financières entre les CCAS de Rouen et de Sotteville-lès-Rouen au regard des dépenses engagées dans le cadre de la démarche d'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » sur la période de janvier à décembre 2025.

ARTICLE 2 – PARTICIPATION FINANCIERE

Les CCAS de Rouen et de Sotteville-lès-Rouen conviennent de participer à parité au financement du pilotage de la démarche de préparation de l'habilitation « territoire zéro chômeurs de longue durée (TZCLD) ».

ARTICLE 3 – PERIMETRE DES DEPENSES PRISES EN COMPTE

Pour l'année 2025, le périmètre des dépenses liées au pilotage de la démarche de préparation de l'habilitation « territoire zéro chômeurs de longue durée » prises en compte est constitué :

- Des dépenses liées aux coûts salariaux rattachés :
 - o au poste de chef de projet TZCLD porté par le CCAS de Sotteville les Rouen jusqu'en août 2025 puis par le CCAS de Rouen
 - o au poste de chef de projet adjoint (0.5 ETP) porté par le CCAS de Rouen
 - o au poste de chargée de mission direction EBE Rosalie, porté par le CCAS de Sotteville-lès-Rouen jusqu'en mai 2025
- Des dépenses liées à la location, aux fluides et frais d'entretien du local dédié au projet situé 6-8 rue Pierre Corneille à Sotteville-lès-Rouen
- Des dépenses liées à l'attribution d'une subvention à l'association Rosalie par le CCAS de Sotteville-lès-Rouen
- Des dépenses liées au pilotage du projet et à la convivialité

Pour l'année 2025, les Parties conviennent que les autres dépenses assumées par chacune des deux Villes ou par leurs CCAS sont négligées.

ARTICLE 4 – RECETTES PRISES EN COMPTE

Le financement de 35 000€ attribué par la Métropole Rouen Normandie pour l'année 2025 dans le cadre de l'aide au financement de l'ingénierie du projet TZCLD porté par le territoire Grammont-Grenet-Voltaire-Lods est pris en compte afin de déterminer le montant de participation de chacun des CCAS, net de l'encaissement de cette recette.

ARTICLE 5 – MODALITE DE REFACTURATION MUTUELLE

Afin de respecter l'équilibre de la répartition de la prise en charge financière des dépenses telle que définie à l'article 2, une facturation est établie entre le CCAS de Sotteville-lès-Rouen et le CCAS de Rouen sur la base du tableau figurant en annexe 1, lequel synthétise les différentes dispositions de la présente convention.

S'agissant de l'année 2025, le montant facturé par le CCAS de Sotteville-lès-Rouen au CCAS de Rouen est fixé à **15 495€**.

ARTICLE 6 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de différend entre les parties sur l'exécution de la Convention, les Parties rechercheront un accord amiable, dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification par lettre recommandée avec accusé de réception, du différend.



En cas d'échec de cette procédure de règlement amiable, le différend sera alors porté devant les tribunaux compétents.

Convention établie en deux (2) exemplaires

Fait à Sotteville-Lès-Rouen,

Fait à Rouen,

Le

Le

M. Alexis RAGACHE

M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Président du C.C.A.S.
de Sotteville-Lès -Rouen

Président du C.C.A.S.
de Rouen